

# La Presse

I . La Presse. 1839-03-02.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisation.commerciale@bnf.fr](mailto:utilisation.commerciale@bnf.fr).





## ANNONCES

 1 franc 50 centimes la ligne,  
 RUE SAINT-GEORGES, 16.

## Presse et correspondance étrangères.

**Grande-Bretagne.** — La séance de la chambre des lords du 25 a été exclusivement consacrée à la discussion d'un bill d'intérêt local. La chambre des communes s'est réunie au 27, trente-cinq membres seulement s'étant trouvés présents à la séance du 25.

Dans la première réunion de l'Association des conservateurs de New-Shorham tenue jeudi dernier, sir C. M. Burrell, membre du parlement après avoir annoncé qu'il était intimement lié avec feu M. Huskisson, dont l'opinion était qu'il serait ruineux pour le pays d'admettre le blé en franchise de droits, a dit qu'il était aussi intimement lié avec feu M. Rothschild, qui, bien qu'étranger à l'agriculture, possédait la puissance de l'argent, et pouvait passer pour avoir exercé une grande influence sur les affaires de toutes les nations. Un jour qu'il causait d'affaires avec ce financier distingué, celui-ci lui parla ainsi : « Je présume, sir Charles, que vous faites partie de l'association des grands propriétaires fonciers. Écoutez donc un avis que je vais vous donner. N'abolissez jamais vos lois sur les céréales; si vous les supprimez, un jour, tous les anneaux de la société seront brisés, et tout tombera dans la confusion; toutes les fortunes seront compromises, et les hommes violents prendront ce qui ne leur appartient pas et ce qu'ils croient être à leur convenance. »

**Espagne.** — Les barbares exécutions, ordonnées par le général Maroto, sont formellement désavouées par don Carlos, qui a destiné immédiatement ce général, l'a déclaré traître et mis hors la loi s'il ne se présentait pas aussitôt devant lui pour répondre de sa conduite. Maroto se serait-il donc porté à ces sanglants excès pour ruiner la cause du prétendant et préparer sa défection, comme l'annoncent diverses correspondances de la frontière? C'est ce que nous ignorons encore, et toute cette tragédie continue à rester enveloppée de mystère.

— Maroto, après avoir publié une proclamation, est parti d'Estella pour rejoindre ses troupes dans la Ribera, laissant l'ordre de faire fusiller le lendemain 19 février sept autres officiers supérieurs ou personnages arrêtés sur divers points de la Navarre. La nouvelle de cette seconde exécution est parvenue avant-hier à Bayonne, et l'on a su que parmi les victimes se trouvaient le colonel Oger, cousin du général Francisco Garcia, fusillé la veille; don Ramon Dallo, ancien aumônier de l'état-major-général de l'armée; le commandant Ubago et les commandants des forts du Pui et de Santa-Barbara, situés près d'Estella.

Instruit de ces événements, don Carlos s'était rendu à Alzazna, bourg situé à sept lieues d'Estella. Mais le lendemain il est revenu sur ses pas à Bargaña. Le marquis Valdespina, ministre de la guerre, a donné sa démission; et le duc de Grenade, vieillard septuagénaire, ennemi de Maroto, homme bigot et incapable, a été désigné pour le remplacer par intérim; ce poste sera confié au comte de Cassa-Eguia.

Deux bataillons, le 5<sup>e</sup> de Guipuscoa et le 5<sup>e</sup> de Navarre ont été appelés en toute hâte au quartier du prétendant. Ce dernier a demandé à voir Villareal, exilé depuis deux ans; et Balmaseda, arrêté depuis quelques semaines par ordre de Maroto. Villareal a été présenté par l'infant don Sébastien; on croit généralement que le commandement en chef de l'armée leur sera rendu.

La s'arrêtaient les nouvelles authentiques qui nous sont parvenues. On a dit hier que Maroto avait rejoint les troupes de la reine, entraînant huit bataillons dans sa défection; cette rumeur mérite confirmation.

Voici ce qu'on écrit de Bayonne : « Enfin et après deux jours d'attente, toutes les incertitudes ont cessé par l'arrivée des documents officiels. Il est maintenant avéré que Maroto a agi d'après sa propre impulsion pour se délivrer d'ennemis personnels, il les a fait fusiller sans procès, et don Carlos n'a pas été consulté. »

— On écrit de la Navarre que, par ordre de don Carlos, une contribution de cinquante mille piastres vient d'être frappée sur les quatre provinces.

Le 25 à 7 heures du matin, un aide-de-camp du général Maroto, nommé Bares, a été arrêté à Urdach au moment où il passait en France; il a été conduit à Estella. Le 23, Maroto a fait demander à Bayonne 40 mille fr., pour payer ses troupes.

— Le *Phare de Bayonne* confirme l'arrestation à Urdach d'un aide-de-camp de Maroto : on le disait chargé d'une mission particulière.

Le même journal dit que Maroto a fait grâce de la vie au colonel Ubago, l'un des condamnés. Plusieurs individus de marque, prêtres ou militaires, ont pris la fuite.

**Belgique.** — Bruxelles, 28 février. — Les abords du palais de la Nation sont comme pour les précédentes séances où les questions politiques devaient être agitées, gardés par une ou deux compagnies d'infanterie. Dans l'intérieur, il y a de nombreuses sentinelles, des agents de police en uniforme, chargés de veiller à l'ordre.

La foule est peu considérable. A une heure trois quarts, après l'ouverture des diverses issues, les tribunes n'étaient pas plus garnies qu'un jour ordinaire.

Deux heures trois quarts. — La séance vient d'être ouverte; on pense que la lecture du rapport de M. Dolez en absorbera toute la durée. Ce rapport que l'on dit rédigé avec infiniment de talent et de précision,

conclut à l'adoption des projets présentés par le gouvernement, c'est-à-dire à l'exécution du traité politique du 25 janvier dernier.

— Le conseil d'administration de la banque de Belgique a informé le public qu'à partir du 8 de ce mois il sera payé un quatrième dividende de 20 p. 0/0, soit 50 p. 0/0 sur toutes les créances liquides.

**Turquie.** — Constantinople, 8 février. — On parle beaucoup depuis quelques jours dans le public de l'abolition du droit de timbre sur les manufactures, qui aurait lieu bientôt. On assure même que cette importante question, qui intéresse à un si haut point le commerce d'importation, a été longuement traitée dans un des derniers conseils, et résolue à l'avantage du commerce.

Paris, 1<sup>er</sup> mars.

## ÉLECTIONS DE PARIS.

## Premier arrondissement.

M. LE GÉNÉRAL JACQUEMINOT. — M. ODILON BARROT.

Le général Jacqueminot s'est fait sur le champ de bataille une brillante et magnifique renommée, la révolution de 1830 lui réservait une belle et noble réputation d'homme politique.

Parti à 17 ans comme simple officier, il était colonel à 24 ans! Il n'a jamais changé d'épaulette que le soir de quelque grande et sanglante journée. Tous ses grades datent d'un jour de victoire. Il a eu sa part de tous les périls. Il a reçu onze blessures, toutes par devant. Une balle ne saurait plus l'atteindre sans rencontrer quelque glorieuse cicatrice. Au passage de la Bérésina, son impétueuse valeur a arraché un cri d'admiration à un homme qui ne les prodiguait pas, et c'était Napoléon! En toute occasion le colonel Jacqueminot s'est conduit comme à la Bérésina. C'est de lui que l'empereur dit un jour à un officier : « C'est Jacqueminot qui est votre colonel; eh bien! suivez-le, monsieur, et vous irez loin! »

Le brave colonel a brisé son épée et n'a jamais consenti à servir le gouvernement de la restauration qui répudiait la gloire de notre vieille armée. Pourtant, les offres brillantes ne lui ont pas manqué. En 1827, ses concitoyens l'envoyèrent à la chambre. On n'a pas oublié que trois années de suite il a demandé le renvoi des Suisses. Son cœur français était indigné de voir confier à des étrangers la garde de la royauté, et de leur voir accorder les honneurs du pas, sur les débris de nos vieilles phalanges.

Depuis 1830, tout le monde connaît la conduite du général Jacqueminot. On l'a toujours vu le premier à cheval en face de l'émée, le premier à la tribune en face des factions, le premier partout où il y avait péril! Il n'a ambitionné que la gloire et le bonheur d'être utile; et lorsque le gouvernement, écoutant la voix publique, le mit à la tête de la garde nationale, il ne voulut du grade que les dangers et les fatigues; il en refusa le traitement de 25,000 fr., et voilà huit ans qu'il l'exerce avec autant de dévouement que d'éclat. Celui-là s'enrichit-il dans les fonctions publiques?

La coalition accuse le général Jacqueminot d'être l'auteur ou le promoteur de la réunion des 221. L'honorable général n'ambitionne pas cette gloire; personne ne peut la revendiquer. Les 221 se sont réunis parce qu'ils étaient tout naturellement unis par le même principe et la même pensée. Ils veulent la paix et l'ordre que nous avons si chèrement achetés; la pleine liberté des droits de la couronne, la conservation de la politique des huit années!

Les 221 ne soutiennent pas les ministres; peu leur importe qui est ministre! Ils donnent leur appui au ministère du 15 avril, parce que ce ministère partage leurs principes et marche vers le même but. Que ce ministère reste ou qu'il s'en présente un autre selon que la couronne avisera, les 221 conserveront leurs principes; ils n'iront à aucun ministère, ce sera au ministère à venir à eux! Les 221 offrent un beau et consolant spectacle aux amis de l'ordre, ils se présentent comme une égide contre les factions; c'est dans leur union indissoluble que les électeurs peuvent trouver des garanties d'avenir.

C'est la première réunion politique qui soit complètement pure d'intention et de fait. Qui pourrait nous dire quel est le point de

division entre les 221, qui pourrait désigner un seul ambitieux de portefeuille parmi les 221, qui pourrait nous nommer les principaux chefs? Il n'y a parmi les 221 ni désaccord, ni ambition, ni chefs! C'est une réunion d'hommes consciencieux qui sont ralliés par l'amour de l'ordre et de la vérité, c'est une réunion de députés qui ont pris leur mandat au sérieux et qui ne se sont laissés égarer ni par l'ambition, ni par l'intrigue, ni par l'intérêt personnel. Ils n'ont pensé qu'au pays et ne pensent qu'au pays.

Nous mettons au défi les princes de la parole de la coalition de nous citer un seul point, une seule question qui puisse diviser les 221; et nous nous engageons, nous, à dire les mille raisons qui s'opposent à ce que les membres de la coalition restent enchaînés les uns aux autres.

La seule prétention que le général Jacqueminot revendique, c'est de faire partie de la réunion des 221. Il croit que cela suffit à son honneur; il est convaincu que par ce fait seul il paie sa dette à son pays; il ne fait en cela que ce qu'il a fait depuis huit ans! C'est en suivant la ligne droite qu'il est arrivé où il est; c'est en agissant ainsi qu'il a déjà obtenu trois fois les suffrages des électeurs du premier arrondissement. Et lorsqu'il se présente pour la quatrième fois devant eux, il lui suffit de leur dire : Me voici!

Aussi tous ses amis lui ont-ils déclaré qu'il ne devait pas venir faire assaut de parole avec un avocat. Il ferait beau, en effet, voir l'honorable général argumenter avec M. Odilon-Barrot! Ce n'est pas que nous redoutions le combat; nous sommes convaincus que les électeurs auraient été entraînés par la parole franche, vive et incisive du général; mais nous ne croyons pas qu'il ait dû descendre à accepter un duel de paroles avec M. Barrot.

Et d'ailleurs, que venait faire M. Barrot dans le 1<sup>er</sup> arrondissement? Ce qu'il venait faire, eh! mais un discours, rien de plus, et un discours qui a été fort mal accueilli. M. Barrot vient de répandre une nouvelle circulaire bien lourde, bien boursoufflée, mais bien vide, où nous voyons beaucoup de grands mots et beaucoup de petites choses. Il y parle de favoris, de courtisans, de dépendance et d'indépendance et autres civilités dites avec une majestueuse emphase!

Monsieur Barrot, n'aurait-il pas mieux valu rappeler aux lecteurs ce que vous avez fait depuis huit ans que leur répéter ce que vous avez dit? Vous qui avez été le courtisan de l'émée, le favori de l'agitation populaire, dites-nous donc ce que vous faites pendant qu'on dévastait l'archevêché? Racontez-nous vos actes de préfet pendant que vous désorganisez l'administration de la ville de Paris? Nous aurons diverses réponses à vous faire, et pour les faire il nous suffira de citer, d'après le *Moniteur*, les rudes leçons qui vous ont été données par M. Thiers, par M. Guizot, par M. Berryer, par tous vos amis d'aujourd'hui qui étaient vos ennemis jurés d'autrefois. Et M. Barrot dit sans rire qu'il est un homme d'ordre public et de moralité politique! Les électeurs sont appelés à décider la question!

Ils nommeront à une immense majorité le général Jacqueminot, le soldat redoutable et redouté, l'adversaire constant de l'émée, le défenseur de l'ordre et de la paix, le fonctionnaire dévoué et désintéressé, le député honorable et honoré.

## Quatrième arrondissement.

M. PEPIN LEHALLEUR. — M. GANNERON.

M. Pepin Lehalleur, négociant estimé et honoré de tous les habitants du quatrième arrondissement, est le candidat constitutionnel adopté par la majorité des électeurs. Et, chose étrange! le candidat repoussé, c'est l'homme qui a été investi plusieurs fois du mandat de ses concitoyens, c'est M. Ganneron!

Il fut un temps où M. Ganneron n'aurait pas eu besoin de se présenter pour être élu, parce qu'il fut un temps où il était rangé parmi les défenseurs de l'ordre et du gouvernement de Juillet. Aujourd'hui, M. Ganneron a subi une métamorphose complète; il est devenu une sorte de sous-chef dans une coalition qui, pour

## FEUILLETON DE LA PRESSE.

## Courrier de Paris.

Étrange pays! encore une fois, étrange pays que le nôtre, où le mal seul est tout puissant, où le bien languit sans valeur; où les plantes vénéneuses croissent en un jour, où les herbes salutaires mettent des années à fleurir; où le mensonge a des ailes, où la vérité se traîne en silence, sous une carapace de tortue; où la calomnie a vingt trompettes, où la louange méritée n'a point d'écho; où les plus grands crimes trouvent des admirateurs, où les nobles actions ne font que des ingrats et des incrédules; où les misères ont tant d'importance, où les grandes découvertes restent ignorées si long-temps; où les laideurs impudentes attirent toute la lumière, où les beautés sublimes se meurent dans l'ombre et dans l'oubli!... Étrange pays! Qu'un mélodrame absurde soit représenté à la Gaité, à l'Ambigu-Comique, ou à la Porte-Saint-Martin, vingt feuilletons vont s'empresse d'en rendre compte; qu'un livre instructif, fruit de longues études paraisse chez un libraire incharlatan, et pas un journal n'en parlera. Qu'un Anglais trop confiant se laisse dérober son mouchoir et sa montre à la sortie d'un spectacle, le lendemain tous les journaux de Paris vont retentir de ce grand événement, et ce fait remarquable sera répété dans toutes les gazettes de province; mais qu'une institution généreuse se fonde, qu'une assemblée vraiment intéressante ait lieu, tous garderont le plus parfait silence; et c'est à peine si l'on permettra aux assistants émerveillés de raconter ce qu'ils ont vu, de dépendre ce qu'ils ont éprouvé. Ainsi, nous-même qui sommes à la recherche de toutes les bonnes et nobles pensées, nous-même nous n'avons aucune idée d'une des institutions les plus admirables de notre époque. Depuis deux ans on nous parlait bien de la méthode Wilhem et

des concerts populaires de la Sorbonne, mais on en parlait vaguement et comme d'un essai dont le résultat était douteux. Aujourd'hui le succès est éclatant, et si quelque chose nous étonne, c'est que nos grands compositeurs n'aient pas encore songé à s'emparer de ces nouveaux trésors d'harmonie. Un chœur de 400 ouvriers de tous les âges depuis six ans jusqu'à cinquante ans! comprenez-vous cet effet de voix? Ce mélange de voix enfantines, de voix adolescentes, de voix brillantes et jeunes, de voix puissantes et graves, voix rivaux qui, par le plus merveilleux ensemble, ne forment qu'une seule voix! 400 personnes enfin qui chantent à l'unanimité, et avec une précision, une intelligence, un goût musical que vous ne trouvez dans les chœurs d'aucun théâtre. Nous avons entendu maintes fois la belle prière, de la *Messe de Portici* à l'Opéra, sans doute elle est très bien exécutée, mais ce n'est rien en comparaison de l'effet produit par une prière semblable, chantée par nos quatre cents ouvriers; nous avons entendu en Allemagne ces fameux chœurs si vantés, nous l'avons entendu à Rome le *Miserere* de la chapelle Sixtine, et nous déclarons que l'impression vive et profonde que la Sorbonne le chant de ces pauvres ouvriers; ces accords inconnus, ces prières harmonieuses, nous transportaient bien loin de ce monde désenchanté; il nous semblait entendre les célestes symphonies, le chœur fraternel des anges et des chérubins. Seulement les anges étaient des mécontents, des imprimeurs et des ouvriers; et parmi les chérubins nous apercevions çà et là quelque nègre bouffi qui battait la mesure avec ses doigts d'ébène aux ongles blancs! La vision s'évanouissait, mais l'admiration philanthropique nous restait tout entière, et nous ne pouvions nous empêcher, nous frivole observateur, de faire ces réflexions : tandis que les vertueux amis du peuple lui prêchent la révolte, la paresse et l'orgueil au nom de la liberté, les infâmes oppresseurs du peuple le moralisent par la religion et les arts, et lui donnent la seule véritable indépendance de l'honnête homme, celle qu'il acquiert dans le travail; tandis

que les amis du peuple l'appellent sur la place publique, l'attirent dans les cabarets pour l'entretenir de sa souveraineté, ses infâmes oppresseurs lui ouvrent des églises, des hôpitaux, des ateliers et des écoles pour lui enseigner les grandeurs de Dieu, les merveilles de la civilisation; les amis du peuple lui apprennent à voter et à régner, ses oppresseurs lui apprennent d'abord à lire et à écrire. Ah! puisse-t-il être bientôt assez instruit par ce double enseignement pour juger lui-même comme elles le méritent, et la tendresse ambitieuse de ses prétendus amis, et l'autorité paternelle de ses prétendus oppresseurs.

En vérité, c'est une belle chose que la résolution de ce problème : la moralisation du peuple par les arts; grâce à la méthode Wilhem, avant dix ans les chefs-d'œuvre de Mozart et de Rossini seront populaires comme l'air de *Vive Henri IV* et de *Malborough*; mais ce n'est pas tout encore, voilà que les chefs-d'œuvre de sculpture sont à leur tour offerts aux ménages les plus modestes, par la plus ingénieuse invention; nous marchons de merveilles en merveilles; chose singulière! au moment où M. Daguerre trouvait le moyen de fixer la réflexion des images, d'avoir pour ainsi dire un calque de la nature, M. Colas trouvait moyen d'appliquer un procédé analogue, puisqu'il est entièrement mécanique, à la statuaire. Par ce procédé magique, la *Vénus de Milo*, par exemple, cette beauté si noble, si puissante, si harmonieuse, ce chef-d'œuvre de l'art grec est reproduit fidèlement dans toutes les dimensions, depuis la grandeur originale de la statue, jusqu'à la statuette de trois pieds, jusqu'aux figurines de deux pouces, d'un pouce et de six lignes même; et cela en marbre, en pierre, en ivoire, en bois, en albâtre, en porphyre, en agate, en lapis, etc., le procédé de M. Colas met en œuvre les corps les plus durs comme les plus tendres; et ces copies de statues et de bas-reliefs sont tellement parfaites que les imperceptibles altérations du marbre usé par le temps s'y trouvent reproduites exactement. Cette trouvante découverte doit opérer une révolution complète dans l'architecture moderne; plus de murailles nues, froides et grisâtres, les boiseries sculptées, calquées sur les premiers modèles du genre nous sont permises



être considérable, n'en est pas moins déconsidérée. Autrefois, vous auriez pu voir M. Ganneron entouré des amis loyaux du bien public, aujourd'hui le voici qui donne la main droite aux légitimistes, et la main gauche aux républicains; le voici paraître en singulière et monstrueuse compagnie! Ce contact perd M. Ganneron, et ne perdra que lui et ceux qui font comme lui! Dieu merci, les électeurs sauront bien dissiper cet amalgame de mauvaises passions qui se désuait chaque jour un peu plus!

M. Ganneron peut revendiquer une belle page de l'histoire de 1830, nous ne voulons ni la flétrir ni la déchirer, mais qui donc pourra effacer la page accusatrice que M. Ganneron se donne tant de peine à écrire aujourd'hui? Il restera bien avéré que M. Ganneron a fraternisé avec les ennemis les plus aveugles et les plus acharnés du repos et du bonheur publics; il restera bien constaté que M. Ganneron l'a fait volontairement, sciemment et après mûre délibération! Les électeurs ne veulent plus de lui, qui doit-il en accuser? Croit-il donc que les électeurs ne savent pas apprécier les choses! Les électeurs savent ce que vaut une coalition et ce qu'elle rapporte! M. Ganneron devrait le savoir aussi; et s'il veut apprendre un des effets désastreux de ce grand méfait parlementaire, nous allons le lui dire. Il est de son ressort.

Il résulte d'un relevé fait au greffe du tribunal de commerce qu'en 1836, le montant des faillites s'est élevé à 34,147,000 fr. ! En 1837 (cabinet du 15 avril). . . . . 27,253,000 fr. ! En 1838 (cabinet du 15 avril). . . . . 21,406,000 fr. ! Sous l'administration du cabinet du 15 avril, il y a donc eu une amélioration de 12,741,000 fr. !

En 1837, du 1<sup>er</sup> janvier au 28 février, le montant des faillites a été de . . . . . 3,565,000 fr. !

En 1838, du 1<sup>er</sup> janvier au 28 février. . . . . 4,586,000 fr. !

En 1839, dans les deux mêmes mois, sous l'influence de la coalition, 11,359,211 fr. 60 c.

Oui, M. Ganneron, votre coalition ruineuse a déjà entraîné le commerce de Paris dans huit millions de perte extraordinaire. Oh! la coalition ne fait pas attendre ses fruits! C'est aux électeurs à ne pas faire attendre la punition.

M. Ganneron était un industriel qui avait été heureux, et qui, par sa spécialité, s'est fait illusion sur ses lumières; les électeurs du quatrième collège se disposent à le remplacer par M. Pepin-Lehalleur, honorable négociant, et porté six fois déjà aux fonctions de juge au tribunal de commerce et de membre de la chambre de commerce de Paris. Il s'y est fait une belle réputation d'homme laborieux et éclairé. Plus qu'un autre, il déteste les révolutions, car la république de 93 a ruiné sa famille; il sait que la république qui voudrait bien maître de la coalition le ruinerait lui-même, lui et tous ses collègues électeurs!

M. Pepin-Lehalleur a payé de sa personne aux mémorables journées des 5 et 6 juin. Il serait encore prêt à donner l'exemple, comme il sera prêt à voter sans cesse pour les principes purs et protecteurs qui sont la base et le lien de la réunion des honorables 221!

Électeurs qui voulez la paix, donnez vos voix à M. Pepin-Lehalleur!

#### Dixième arrondissement.

M. LAURENT DE JUSSIEU. — M. ADRIEN LAMY.

La réunion préparatoire des électeurs du 10<sup>e</sup> arrondissement a été pour M. Laurent de Jussieu une occasion de triomphe. Il s'y est montré digne du mandat qu'il sollicite. Pour lui la question était double; il avait à rendre compte de sa conduite à la chambre, et à donner des explications précises sur sa conduite future. Il l'a fait avec honneur et avec bonheur. Il a abordé franchement toutes les questions, il les a discutées avec une grande force de logique, et s'est expliqué sur le rôle qu'il avait joué à la chambre avec une franchise pleine de modestie. Il a parlé avec convenance des chefs de la coalition, de tous ces talens qui ont été si puissants pour le bien, et qui malgré leurs efforts seront frappés d'impuissance pour faire le mal. Il a repoussé avec énergie le reproche de complaisance qu'on osait adresser aux 221, et les applaudissements de l'immense majorité des électeurs ont prouvé que ses paroles trouvaient des sympathies.

M. de Jussieu a eu la bonne fortune de rencontrer pour adversaire un des plus célèbres orateurs de la chambre des pairs. La coalition en est réduite à donner à ses adeptes des tuteurs ou des parrains. Hier c'étaient MM. Arago et Laffitte qui soutenaient les pas chancelans d'un républicain pur sang, aujourd'hui c'est

M. Villemain qui est venu prêter l'appui de sa parole à M. Adrien Lamy. Il n'était pas question cependant de défendre la coalition, car soit que les électeurs aient déjà manifesté leur dédain ou leur répugnance pour les alliances monstrueuses, soit que les candidats aient eu une assez haute idée des électeurs du 10<sup>e</sup> arrondissement pour préjuger leur pensée, toujours est-il que ni M. Villemain, ni M. Lamy ne se sont risqués à en dire un mot. M. Lamy interpellé s'est empressé de la renier très résolument. De questions en questions, M. Lamy, le candidat des 213, a déclaré qu'il était d'une bonne politique d'exécuter religieusement les traités; qu'il serait d'une mauvaise politique de faire la guerre; que le moment de la réforme électorale n'était pas venu; et enfin qu'il n'était pas de la coalition! Malgré tout cela, M. Lamy persiste à dire qu'il aurait voté avec les 213! Les électeurs n'ont pas paru voir là une grande présomption en faveur de la logique de M. Lamy.

M. Villemain qui venait au secours de M. Lamy, l'a fort peu secouru. Il a vivement insisté pour savoir si M. de Jussieu regardait l'origine du cabinet du 15 avril comme une origine parlementaire! Nous avouons en toute humilité que nous n'avons rien compris à cette question, et qu'il nous a semblé que les électeurs ne la comprenaient pas bien non plus; c'était de la métaphysique électorale trop élevée pour nous. Nous avions toujours pensé, avec M. de Jussieu et avec tout le monde, qu'un ministre nommé pendant la session des chambres et soutenu par la majorité des chambres, était parlementaire; il paraît, selon M. Villemain, que ce sont précisément ces conditions qui constituent un ministère anti-parlementaire.

Si l'élection de M. de Jussieu avait été douteuse, il aurait suffi de la séance d'avant-hier pour la rendre certaine. M. de Jussieu s'est montré digne des suffrages qu'il avait obtenus il y a quinze mois, il a acquis de nouveaux droits à la confiance de ses concitoyens, et personne ne doute qu'il ne soit à la chambre un des plus fermes appuis des principes conservateurs des 221.

#### Troisième arrondissement.

M. DECAN; maire du troisième arrondissement. — M. LEGENTIL.

M. LEGENTIL avait l'honneur de représenter le troisième arrondissement à la chambre, aujourd'hui la grande majorité des électeurs le repousse et donne ses suffrages à l'honorable M. Decan.

D'où vient ce changement, et que s'est-il passé? Qu'a fait M. Legentil pour se voir refuser la confiance qui lui a été accordée? Ce qui s'est passé et ce qu'a fait M. Legentil, nous pourrions le dire si déjà il ne l'avait dit lui-même. M. Legentil s'est rangé parmi les 213; M. Legentil a pactisé avec les républicains et les légitimistes qui veulent renverser le trône à tout prix, car s'ils n'avaient pas ces intentions criminelles, ils ne seraient ni républicains ni légitimistes; M. Legentil a fait cette faute grave sans y être poussé par son ambition, il n'est pas du bois dont on fait les ministres, et par le fait de cette faute, il n'est déjà plus de celui dont on fait les députés. Il est évident que M. Legentil n'a pas compris la situation, et n'a pas été à la hauteur des circonstances. Sa circulaire le prouve.

Savez-vous les griefs de M. Legentil? Ils sont fort curieux. Il reproche au ministère d'avoir semé des divisions dans la chambre et d'avoir suscité des débats orageux et irritants. Ce que personne n'avait vu, M. Legentil l'a découvert! Le ministère a semé la division dans la chambre! Ce n'est pas parmi les honorables 221 apparemment, c'est donc parmi les 213? Il n'y paraît guère. Les 213 disent qu'ils sont fort unis, et nous les croyons parce que les mauvaises passions sont des chaînes qu'on ne brise pas facilement! M. Legentil fait un grand crime au ministère d'être en dissension profond avec M. Thiers et M. Guizot. Vraiment, les ministres sont de bien grands coupables de n'avoir pas offert leurs portefeuilles à M. Thiers et à M. Guizot! Nous aurions le bonheur d'avoir la guerre! On ne ferait plus d'affaires! Les commerçants pourraient prendre du repos, ils auraient du loisir! On serait en pleine agitation, nous reverrions le beau temps des émeutes et de la fermeture des ateliers. La pente du mal est si rapide, on la descend si vite!

M. Legentil a dit dans sa circulaire d'autres choses plus merveilleuses encore, il a répété le catéchisme de la coalition, et puis lorsqu'il a été vivement interpellé par les électeurs, il a nié et renié la coalition. En vérité, il faut que M. Legentil ait une bien faible idée de l'intelligence et du bon sens des électeurs, les juges suprêmes de sa conduite parlementaire! Les électeurs ne veulent pas lui renouveler son mandat, et les électeurs font preuve d'un

grand sens et d'une haute moralité politique. Un nombre considérable d'entre eux s'est rendu chez l'honorable M. Decan et lui a offert la candidature.

M. Decan est maire du 3<sup>e</sup> arrondissement. Chacun le connaît, chacun a confiance en sa parole. Il n'y avait pas lieu à exiger de lui des engagements ou des explications. Il a suffi que M. Decan déclarât qu'il voulait la paix, l'honneur du pays, le bien-être matériel et le développement de l'industrie pour que la majorité des électeurs se rangeât autour de lui. On sait bien qu'il ne consentira jamais à pactiser avec les ennemis du gouvernement de juillet, et que s'il n'a pas la prétention de faire à la tribune de l'éclat politique, il veut fermement contribuer à la prospérité du commerce, à la paix sans laquelle l'industrie périclète, et à la sécurité du lendemain sans laquelle le progrès est impossible. Les électeurs ne veulent rien de plus, mais ils ne veulent rien de moins. Ils enverront M. Decan à la chambre, ils seront approuvés par tout le monde.

#### DOCTRINES DE M. H. CARNOT SUR LA PROPRIÉTÉ.

M. H. Carnot a été recommandé aux électeurs du 6<sup>e</sup> arrondissement par MM. Laffitte et Arago.

Ces deux honorables orateurs paraissent attacher tant de prix à cette nomination qu'ils ont voulu se présenter en personne à la réunion des électeurs, et pour cela ils ont violé l'usage jusqu'ici constamment suivi en France de n'admettre dans de telles réunions que des candidats ou des électeurs de l'arrondissement.

M. H. Carnot et ses deux parrains ont fait valoir des titres nombreux. Ainsi, M. Carnot est l'ennemi du ministère, il adopte la politique agitée et guerroyante de la coalition, et il veut la réforme électorale et l'abrogation des lois de septembre.

Mais la modestie du candidat ou la prudence de ses parrains les a empêchés de rappeler tous ses antécédents. Il y a lieu de s'en étonner, car en matière politique rien ne doit rester inconnu et un candidat doit toujours compte aux électeurs qu'il sollicite de toutes ses opinions et de tous ses actes.

Il faut qu'il les avoue ou qu'il s'en justifie, mais il ne doit point les passer sous silence.

Nous allons donc suppléer à cette omission. Et nous nous empressons d'apprendre aux électeurs du 6<sup>e</sup> arrondissement que le candidat qui leur a été recommandé par MM. Laffitte et Arago a déjà joué un rôle dans une société politique et morale célèbre à beaucoup de titres.

M. H. Carnot était l'un des pères du collège supérieur de l'église Saint-Simonienne (comme qui dirait le collège des cardinaux).

Il a siégé en cette qualité pendant près de deux ans auprès du pape Bazarid-Eufantin.

Il rédigeait pour le compte de l'église St-Simonienne la *Revue encyclopédique*, que l'Association St-Simonienne employait pour répandre ses doctrines.

Il a fait aussi (place de Sorbonne), pour le compte de la même église, des leçons à un cours public que l'on nommait *Enseignement central*, et qui avait pour objet de propager la religion St-Simonienne parmi les élèves des écoles de droit et de médecine.

M. H. Carnot a publié plusieurs écrits, toujours dans le même but.

L'un entr'autres est intitulé: *Résumé de l'exposition de la doctrine de saint Simon*. Toutes les idées de cette école y sont développées avec étendue.

Nous recommandons les passages suivans aux électeurs du 6<sup>e</sup> arrondissement:

« L'exploitation prolongée de l'homme par son semblable a sa raison sans doute dans l'ensemble des faits sociaux; mais elle reconnaît plus particulièrement pour cause la constitution de la propriété... »

« S'il est vrai, comme l'établit la doctrine de saint Simon, que l'humanité s'achemine vers un état de choses dans lequel, tous les hommes, sans distinction de naissance, recevront de la société l'éducation la plus capable de donner à leurs facultés tout le développement dont elles sont susceptibles, pour être ensuite classées suivant leurs droits naturels, c'est à-dire selon leurs aptitudes et leurs goûts... »

« S'il est vrai, d'une autre part, ce qu'il est facile de prouver, que la constitution actuelle de la propriété et sa transmission par la naissance perpétuent le fait d'une classification contraire à ces droits naturels, contraire aux goûts et aux aptitudes, on est inévitablement amené à ce résultat que la constitution de la propriété et son mode de transmission doivent être changés... »

« Le droit de propriété n'est point immuable, comme on se plaît à le répéter: c'est un fait social, variable, ou plutôt progressif, comme tous

maintenant! Plus de troubadours bossus, plus de Cromwell botté, plus de châtelines corsées sur nos pendules; l'art antique est mis à la portée de tout le monde. Diane, Vénus, Minerve, Niohé, soyez les bien-venues, mesdames; entrez dans nos demeures; on peut vous recevoir aujourd'hui sans se ruiner. Amenez qui vous voudrez; qu'Apollon, Méléagre et Antinôus vous accompagnent; leur place est ici. Les dieux Pénaux sont revendus; l'auel domestique est relevé, on l'appelle *Etagère* et *Petit-Dunkerque*, mais n'importe, tout le vieil Olympe est ressuscité; bien mieux, il est réhabilité. Et qui le croirait? c'est un art nouveau, ennemi de toute poésie, c'est l'art des calculateurs qui lui rend la vie. Les dieux d'Homère se réveillent; on les refait à la mécanique. O mécanique fille mystérieuse de Vulcain et de Minerve, reine du siècle, qu'elle est formidable ta puissance; que ta marche est terrible! Qui peut te suivre et t'arrêter? Tu braves l'espace et le temps; les cent roues de ton char ont sillonné le monde; les obstacles, tu ne les vois pas. Tu dis au fleuve, prête-moi ta force; tu dis à la montagne, range-toi que je passe. Ces tristes divinités de l'Olympe, que tu ramènes aujourd'hui, tu les avais vaincues tour à tour; tu as ravi du foudroyant Eole l'empire des flots; tu as devancé dans la carrière le vigilant Mercure; tu as chassé de la terre le dieu muet du silence; Harpocrate épouvanté s'est réfugié dans les cieux. Fille ingrate, tu as même détrôné Vulcain, ton père; les Cyclopes désarmés croisent leurs bras en te maudissant; et maintenant, par un caprice inconcevable, tu te fais amante des arts; sous tes mille doigts, les beautés antiques se reproduisent; et, complétant la pensée des philosophes qui crient: La liberté pour tous..., tu leur réponds en multipliant les chefs-d'œuvre, les arts pour tous!

Nous venons de parler musique et sculpture, nous allons parler danse maintenant. Savez-vous quelle rare beauté monsieur le directeur de l'Opéra est allé demander à l'Italie; savez-vous qu'il ne s'agit rien moins que d'enlever à Milan son plus précieux trésor: la perle de Scala, la nymphe Cerito, cette vivante fresque d'Herculanum qui ne touche jamais la terre, cette gazelle-papillon, cette oiseau-mouche: nous la verrons venir à Pa-

ris avec le printemps; rien, dit-on, n'est comparable à sa danse gracieuse; c'est une légèreté, une rapidité, une originalité dont rien ne peut donner idée. C'est une flèche qui passe, c'est une étoile qui file; c'est une feuille qui tombe et que le vent capricieux fait voltiger dans l'air avec lui; les danseuses les plus vantées sont des chevaux de grosse cavalerie en comparaison de la folâtre Cerito. Ses pas sont d'une difficulté fabuleuse, dangereuse même parfois. Elle accourt du fond du théâtre avec une vivacité effrayante: l'élan est tel qu'il semble impossible à modérer. Eh bien! malgré la force de cette impulsion invincible la danseuse, arrivée sur le devant de la scène, tout à coup s'arrête et reste immobile sur la pointe du pied. On dirait Atalante au milieu de sa course subitement changée en statue. Mlle Cerito est jolie, elle a dix-neuf ans; notez ces deux points-ci. Elle arrive! quelle nouveauté pour les amateurs de ballet, pour les dandys voyageurs qui ont admiré à Milan pendant les fêtes du couronnement cette beauté sans pareille. C'est l'Italie qu'elle va leur rendre, et quel triomphe pour M. Lantour-Mézéray! qu'il sera fier de son pouvoir. Ses éloges sont des ordres en fait de littérature, d'horticulture et de beaux-arts: dans ses lettres sur l'Angleterre, il a vanté l'esprit de Charles Dickens et soudain le *Pickwickclub* et les *sketches of young ladies* ont été traduits dans notre langue. Il a raconté en revenant d'Illyrie les prodiges de la grotte d'Adelsberg, et ce lien plein de fantastiques merveilles inconnues jusqu'alors de nos voyageurs parisiens est devenu le but de leurs pèlerinages. Les Français s'y rendent aujourd'hui avec empressement, à commencer par M. le duc de Bordeaux qui vient d'y inscrire son nom. Enfin M. Lantour-Mézéray a vanté, en revenant d'Italie, la danse inimitable de Mlle Cerito, et Mlle Cerito débutera à Paris au mois de mai! On dit maintenant que l'élégant touriste se propose d'aller à Saint-Petersbourg assister au mariage de la princesse Olga. Quel nouveau trésor nous enverra-t-il de Russie? Ah! si c'était Mlle Tagliani!

A propos de danse, la rentrée de Mlle Noblet a été des plus brillantes, leur fameux pas espagnol a excité des transports vraiment espagnols, on

n'applaudit point à Madrid avec plus de fureur le matador victorieux. Les deux sœurs ont été rappelées et la Jota a été redemandée. Si cela est très flatteur, c'est aussi très fatigant, mais le public est sans pitié pour ceux qu'il admire et pour ceux qu'il oublie.

De la danse à la chasse la transition est naturelle. L'équipage de M. le prince de W... est parti la semaine dernière pour G. B., cette royale résidence, qui devient de jour en jour plus magnifique, pour rejoindre à Courtgenet l'équipage de M. le marquis de M. MM. les veneurs fidèles au cri de *rallie Bourgogne* se sont réunis aux veneurs de G. B. Les deux meutes, peut-être les meilleures de France, ont rivalisé d'ardeur. Deux saugliers, dont un dans son tiers-ans, ont été pris. On annonce pour le mois prochain plusieurs chasses à Ermenonville.

L'ouverture du salon est impatiemment attendue par les amateurs. Serait-il vrai que le jury ait eu la candeur de refuser trois tableaux d'un de nos plus grands peintres. Cette injustice rendra bien sévère pour les tableaux que l'on a admis, portraits en pied de séducteurs en lunettes, penseurs en robe de chambre, rêveurs décolorés, femmes en satin blanc sur un rocher; belles couronnées de marabout traversant un torrent, jeunes filles à ombrelle au coin du feu, tenez-vous bien, tenez-vous bien, nous serons impitoyables, car vous avez la place de savans ouvrages refusés pour vous.

Nous connaissons déjà un bien beau portrait qui ne craint pas nos critiques, c'est celui de M. de Lamartine, par M. Decaisne; la pose en est noble et simple, le grand poète n'a pas besoin d'efforts pour avoir l'air inspiré, le faire ressemblant c'est faire œuvre de poésie.

A propos de poésie, connaissez-vous le *Lys d'Israël*, par Anne Maria, auteur de l'*Ame exilée*? Cette fleur mystique est le sujet de toutes les pieuses conversations. On nous apporte à l'instant le poème nouveau de M. de Norvins, auteur de l'*Immortalité de l'Ame*, il a pour titre la *Création du Ciel*. Nous raconter le ciel en beaux vers, c'est s'occuper à la fois de nos plaisirs présents et de notre bonheur à venir.

Vicomte CHARLES DELAUNAY.



les faits sociaux. A chaque grande révolution politique, le droit de propriété a subi des modifications plus ou moins profondes. Au droit de disposer arbitrairement de ses biens après sa mort, a succédé le droit exclusif du fils aîné; et, plus tard, l'égalité de partage entre tous les enfants. Aujourd'hui, ensuite de tous ces progrès, un dernier changement reste à opérer : il consistera à fonder un ordre de choses dans lequel l'ÉTAT et NON PLUS LA FAMILLE, héritera des richesses accumulées. La société, au moyen d'un système hiérarchique, transmettra la propriété, c'est-à-dire les instruments du travail non du père au fils, mais du capable au capable.

Que disent de ces doctrines les pères de famille du sixième arrondissement? Croient-ils qu'il soit de leur intérêt d'envoyer à la chambre un homme qui a de pareilles idées sur ce droit si sacré, si incontestable, de transmettre à leurs enfants les biens qu'ils ont acquis par leur travail? M. Carnot s'est posé comme un homme de progrès. Eh! bien, électeurs, voici comment M. Carnot entend le progrès : c'est de dépouiller les familles de leur patrimoine au profit de je ne sais quelles capacités qui n'auraient pas su se faire un sort elles-mêmes! Voulez-vous aider à l'accomplissement d'un tel progrès?

Nous terminerons par une réflexion.

M. Carnot ne veut pas que les enfants héritent du bien de leur père. Et cependant, sans le bien qu'il a reçu de son père, il ne serait pas éligible.

Il y a mieux, M. Carnot qui ne veut pas que le fruit des travaux du père soit transmis à son fils, ne se présente aux électeurs du sixième arrondissement que sous le bénéfice des talents et des services du général Carnot son père.

M. Arago qui a harangué les électeurs en sa faveur, n'a eu rien de mieux à leur dire que de leur raconter l'histoire du père, en les priant de reporter ses mérites sur le fils.

En vérité, M. H. Carnot mériterait d'être repoussé par les électeurs, quand ce ne serait qu'à cause de l'ingratitude de ses doctrines et de l'inconséquence de sa conduite.

Tous les coalisés de Paris ont renié la coalition. Tous par un sentiment de honte et de repentir, forcés de s'expliquer devant les électeurs, ont flétri par leurs désaveux ou leur silence, une intrigue coupable que la morale publique a condamnée sans retour.

Ensuite-il que la coalition n'existe pas? nullement. Elle existe toujours, à Paris comme ailleurs. A Paris, c'est devenu depuis quelques jours une association clandestine : partout ailleurs c'est une conspiration flagrante. A Paris, on la désavoue tout haut, mais on l'avoue tout bas; les engagements contractés subsistent, et l'on s'apprête à les exécuter fidèlement de part et d'autre.

Electeurs de Paris, quand on vous dit que la coalition n'existe pas, qu'elle est un fantôme et un non-sens, on vous trompe; la coalition existe, et partout ailleurs qu'à Paris, loin de se démentir directement ou indirectement, elle s'avoue elle-même audacieusement. Elle ne dissimule ni ses projets ni ses espérances factieuses; elle s'étale au grand jour. Si les cinq ou six comités coalisés de Paris, honteux et tremblants, cachent leur association dans l'ombre, et communiquent entre eux secrètement, dans les départements, c'est autre chose : là, les cinq ou six comités agissent de concert, se recommandent les uns aux autres leurs candidats, et provoquent partout la réélection des 213, qu'ils appellent un principe et un drapeau. Les 213, voilà le chiffre magique au nom duquel MM. Guizot, Thiers, Barrot, Garnier-Pagès et Berryer se tiennent la main et échangent réciproquement leurs candidats. Voulez-vous des preuves de cette alliance? nous en pourrions citer mille; en voici quelques-unes qui sont authentiques et formelles.

A Blaye, où les électeurs constitutionnels appuient M. de Lagrange, l'un des 221, voici la circulaire qu'envoie M. Berryer aux électeurs, pour combattre M. de Lagrange :

M. de Lagrange, dit M. Berryer, a pris parti pour le système ministériel; il a proposé son opposition au système politique de la prérogative des chambres. J'ignore quel sera définitivement le candidat que la coalition adoptera pour Blaye, mais j'inviterai mes amis à porter leurs voix sur lui et non sur M. de Lagrange.

Signé : BERRYER.

Voici maintenant une circulaire adressée par un comité coalitionniste du Lot aux électeurs de Cahors :

Monsieur,

Les 1<sup>re</sup> et 2<sup>es</sup> collèges marchent comme un seul homme dans le sens de la coalition, ils envieront, chacun, un député que le dernier vote de la chambre assure à l'opposition destinée à détruire un système honteux que nous devons être les premiers à repousser et flétrir.

Nous apprenons que la candidature de M. Gaëtan Murat aurait des chances à Figeac, si la droite portait ses voix sur lui.

Nous n'hésitons pas un instant à vous engager à agir activement dans ce sens.

Sans doute, nous devrions préférer un des nôtres, mais aucun ne se présentant, il est d'une politique éclairée de soutenir l'opposition qui met M. Murat sur les rangs.

Le temps presse, monsieur, et nous n'avons pas le loisir de vous dire tout ce que nous devons de zèle au triomphe de la coalition. Mais nous finissons en vous affirmant que l'élection de M. Murat serait, aux yeux du comité de Paris, un excellent résultat. — Suivent les signatures des membres du comité.

M. Decazes, l'un des 221, se présente à Alby. Voici les termes du traité conclu contre lui par les coalisés d'Alby; coalisés de toutes nuances, qui ont reçu le mot d'ordre pour porter M. Berryer.

Nous devons compte des motifs de notre réunion, et du but que nous voulons atteindre. Une coalition nous a été proposée par les électeurs dont l'opinion est représentée à la chambre des députés par la droite de cette assemblée; elle a été acceptée par les hommes qui tiennent aux principes de la gauche. L'alliance, messieurs, nous a paru acceptable à tous, parce qu'elle a été accompagnée d'une franchise égale des deux côtés.

C'est dans l'intérêt général que nous agissons. Pour atteindre le but que nous nous proposons, nous appuyons la candidature de M. Berryer, ancien député.

Cette déclaration signée est suivie d'une autre en vertu de laquelle les coalisés d'Alby s'engagent, dans le cas où M. Berryer ne pourrait opter pour eux, à reporter tous leurs suffrages sur un autre candidat recommandé par la coalition; ils s'estimeraient heureux, disent-ils, de trouver, si cela était possible, un homme taillé sur le type de M. de Cormenin.

Tandis que M. Berryer, soutenu par la Quotidienne et la Gazette de France, fait voter pour la coalition, que soutiennent également M. Garnier-Pagès, M. de Cormenin et leurs journaux, que font

MM. Barrot, Thiers et Guizot? Exactement la même chose, lisez plutôt l'extrait suivant du Courrier français, reproduit et commenté depuis un mois, à Paris et dans les départements, par tous les journaux de l'opposition, gauche dynastique, doctrinaire et tiers-parti :

Les députés du centre gauche, réunis chez M. Ganneron, ont adopté à l'unanimité la résolution de voter par la réunion Barrot. Ainsi, les 215 deviennent un principe; c'est aux collèges électoraux à le consacrer.

Cette déclaration du Courrier français, ce signal coalitionnaire donné par les amis de M. Barrot et de M. Thiers, toutes les feuilles de la gauche dynastique et de la gauche doctrinaire l'ont répété; il a couru tous les départements; il a été exécuté partout; partout, un 213, quelle que fût sa nuance, a reçu l'appui des comités coalisés; partout, en présentant un certificat de M. Garnier-Pagès, et en présentant un certificat de MM. Garnier-Pagès et Berryer, on a reçu l'appui des amis de MM. Thiers et Guizot! et les coalisés de Paris osent dire qu'il n'y a point de coalition!

Que disent encore les coalisés de Paris? Qu'ils ne veulent pas l'abaissement de la royauté, qu'ils ne veulent pas la guerre. Eh bien! nous allons prouver encore par de nombreuses citations, toutes empruntées aux feuilles des partis hostiles, que le mot d'ordre donné par la coalition aux départements est la guerre et l'anarchie. La politique de toutes ces feuilles, au dedans, c'est le dernier paragraphe du projet d'adresse; au dehors, c'est la dépêche diplomatique de M. Thiers et le discours de M. Mauguin.

Ce que nous voulons, dit le Courrier d'Indre-et-Loire, dans un de ses derniers numéros, c'est la guerre qu'un peuple doit savoir faire à temps.

Le Pays, journal radical du Gers, disait, le 10 février : « Il est temps d'en finir avec cette politique d'aplat-ventre. La France est fatiguée de se tenir courbée sous des humiliations qui ne s'adressent pas à elle. »

Le Progrès du Pas-de-Calais voudrait voir rompre nos alliances avec tous les cabinets étrangers : « Nous avons la paix, dit-il, mais deux fois la guerre civile a ensanglanté Lyon et Paris. Nous avons la paix, et nous payons une armée toujours préparée à la guerre : les plus graves difficultés de notre politique intérieure ont pris naissance dans nos relations avec les rois du Nord. »

Le Journal de Rouen tient le même langage : « L'annonce de la réunion d'une armée sur notre frontière du Nord a pu faire croire que le gouvernement français, secouant une indigne torpeur, allait enfin porter plus haut ses puissances absolutistes. Malheureusement, tous les faits accomplis depuis quelques jours prouvent que l'heure du réveil n'a point encore sonné pour la France, et que ce n'est point encore cette fois que le gouvernement lui donnera le signal d'une guerre pour laquelle les peuples comptent sur elle. »

La Revue du Cher, qui soutient la candidature de M. Duvergier de Hauranne, s'exprime, dans son numéro du 1<sup>er</sup> février : « Il faut que la Belgique s'inscrive au rang des peuples par une résistance opiniâtre et nationale, ou qu'elle abandonne à tout jamais son titre de nation. Quant à la France, son devoir lui commande de défendre sa sécurité menacée, et un gouvernement, quel qu'il soit, ne saurait renoncer à cette mission sacrée sans se rendre coupable de trahison envers le pays. »

Le Journal de la Meuse, le Censeur de Lyon, le Propagateur de l'Aube, le Journal du Bourbonnais et toutes les autres feuilles coalisées des départements poussent aussi très ouvertement à la guerre et à la propagande. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que les légitimistes ne sont pas les derniers à dire tout ce qui peut enflammer les esprits, et rendre inévitable une rupture avec les cabinets.

D'autres citations vont prouver que, si la coalition veut la guerre au dehors, son but au dedans est l'anarchie. C'est toujours dans ses propres journaux que nous puiserons nos preuves.

Le Progrès du Pas-de-Calais, rattachant la question de prérogative à la question de guerre, se demande ce qui va arriver, et il répond : « Ce qui est toujours arrivé. Vouloir chez un peuple, c'est pouvoir. Le trône, ces quatre morceaux de bois doré recouverts de velours, a été trois fois brisé en France en moins d'un demi-siècle, par la souveraineté nationale, qui, en définitive, a toujours raison. »

Le Patriote du Jura n'est pas moins explicite : « Jamais, dit ce journal républicain (19 février), jamais même aux jours où le canon de l'émeute grondait dans les rues, jamais depuis l'heure où la Vendée se soulevait à la vue d'une princesse de la maison déchue, la couronne ne s'était trouvée dans une situation plus difficile et plus dangereuse. Les ennemis de notre parti en viennent enfin à se déchirer entr'eux. Les chefs de la résistance se réunissent à nous. »

Le Patriote des Alpes, journal coalisé de Grenoble, salue dans la coalition une ère nouvelle de laquelle devra sortir forcément le gouvernement démocratique dont il est le partisan exalté : « En attendant que nous disions notre dernier mot, s'écrit-il, dans sa feuille du 7 février, voici l'avertissement que nous avons à donner aux électeurs :

« Le pays, las comme il l'est, ne prendra plus conseil bientôt que de l'instinct de sa conservation, et le privilège des électeurs actuels pourra payer cherement son inprobité. Ce n'est pas la nation qui élit. Quelques milliers de privilégiés votent pour eux, non pour elle. Ces électeurs, TOUS liés par des services acceptés, acquiescent au scrutin une dette au lieu de remplir une mission. Que leur parlez-vous du pays, c'est l'intérêt de leur pôt-au-feu qui les occupe. »

On le voit, la coalition, devenue si humble à Paris, a plus de franchise et d'arrogance ailleurs.

Le Propagateur de l'Aube, l'Emancipation de Toulouse, la Gazette du Midi, la Gazette de Flandres demandent la réforme électorale, tous appuyés sur cette calomnie que le Patriote des Alpes dirige si audacieusement contre les censitaires actuels.

Le Radical du Lot dit encore : « La discussion de l'adresse a été le commencement d'une ère nouvelle. Et ici nous devons rendre justice à M. Thiers, il nous appartient, il nous revient, il nous reviendra tout à fait. »

C'est un journal républicain qui dit cela. Nous aurions pu citer cinquante autres journaux soutenus par la coalition dans les départements. Tous proclament de même la nécessité de la guerre et saluent l'espérance d'une nouvelle révolution. Voilà comment la coalition parle sur tous les points de la France.

Les électeurs jugeront et décideront demain, si les coalisés de Paris ont eu raison de déclarer que la coalition ne voulait ni l'anarchie ni la guerre, et qu'il n'y avait pas même de coalition.

M. Benoit Fould qui s'est présenté à Saint-Quentin avec une lettre de M. de Salvandy d'une main et avec une lettre de M. Odilon Barrot de l'autre, ce qui lui a valu d'être répudié avec la plus grande énergie par une circulaire du comité Odilon Barrot, soutient maintenant de toute son influence la candidature républicaine de M. Bethmont dans le huitième arrondissement.

Les nouvelles qui nous arrivent des provinces sont très favorables aux 221. La coalition perd chaque jour du terrain. Le bon sens et le patriotisme de la classe électorale ne pouvaient manquer de se ranger du côté de la vérité et de la loyauté. Les mensonges politiques peuvent surprendre, mais ils ne peuvent persister.

Les interpellations qui ont été adressées aux candidats dans presque toutes les réunions préparatoires révèlent une improbation générale de la coalition. Tout annonce un triomphe et une majorité dont l'apparition seule calmera les inquiétudes et réparera une partie des maux que la coalition a déjà causés.

On annonce comme certain l'échec de M. Berryer à Marseille. On le nommait quand il était seul; on le repousse quand il donne la main aux républicains. Est-ce clair?

#### Premier collège électoral.

Bureaux définitifs proposés par les électeurs constitutionnels qui votent pour le général JACQUEMINOT.

1<sup>re</sup> section. — Mairie, rue d'Anjou-Saint-Honoré.

Président : M. MARCELLOT.

Scrutateurs : MM. HAUSMANN, GABILLON, ROUSSEL, MARTIN.

2<sup>de</sup> section. — Ecole, rue de l'Arcade, 52.

Président : M. LAFAULOTTE.

Scrutateurs : MM. MUBON, LETURC, RODRIGUES (H.) GRANGER.

3<sup>de</sup> section. — Au Trésor, rue Neuve-du-Luxembourg.

Président : M. HÉRARD.

Scrutateurs : MM. RIBAN, ROCHE, KLEIN, DAVID.

La nomination du bureau devant être contestée par l'opposition, MM. les électeurs sont instamment invités à prendre part à cette élection, qui a lieu samedi 2 mars.

Le scrutin est fermé à trois heures.

Les cartes sont délivrées à la mairie, rue d'Anjou, 9, de neuf à cinq heures.

#### Deuxième collège électoral.

Les électeurs constitutionnels qui donnent leurs suffrages à M. JACQUES LEFEBVRE ont arrêté la liste ci-après pour la composition des bureaux des cinq sections dont se compose le collège.

1<sup>re</sup> section. — Mairie, rue Pinon.

Président : M. TORRAS, banquier, capitaine dans la 2<sup>e</sup> légion.

Scrutateurs : MM. Hubert BRIERE, propriétaire; le baron PIERLOT, capitaine de cavalerie; Victor LEMAIRE, entrepreneur de bâtiments; PELLECHET, architecte.

2<sup>de</sup> section. — Rue Neuve Coquenard, 5.

Président : M. BLEUART, ancien député.

Scrutateurs : MM. Edouard HONORE, fabricant; ODIER, banquier; ROUSSEL, juge au tribunal de commerce; ONSAT, avocat à la cour royale.

3<sup>de</sup> section. — Rue Vivienne, 2.

Président : M. MONGALVY, ancien adjoint à la mairie.

Scrutateurs : MM. MANDROU, négociant; MARTIN DE LA PAQUE-RAIS, ancien notaire; PERRET, notaire; GUILLON, docteur en médecine.

4<sup>de</sup> section. — Rue Richelieu, 113.

Président : M. PEPIN LEHALEUR, ancien juge au tribunal de commerce.

Scrutateurs : MM. WATELIN, négociant; MARGUERITE, négociant; SEIGNEUR, commissaire-priseur; MAIGNAN, joaillier.

5<sup>de</sup> section. — Bourse, salle des Faillites.

Président : M. SIGISMOND GLANDAZ, avocat.

Scrutateurs : MM. LACRETTE, membre de l'Académie française; ROYS DE LOURY, docteur en médecine; COGNAC, négociant; TRUELLE, directeur d'une compagnie d'assurances.

#### Troisième collège électoral.

Bureaux définitifs proposés par les électeurs constitutionnels pour l'élection de M. DECAN.

Première section à la mairie, aux Petits-Pères.

Président : M. François DELESSERT.

Scrutateurs : MM. JOHNSON, TEALLIER, RICHARD, HARROUARD.

Deuxième section, galerie Vivienne.

Président : M. HANAIRE.

Scrutateurs : MM. SOURDEAUX, TAVERNIER, POCHET DESROCHES, MAUSSALÉ.

Troisième section, rue de Paradis-Poissonnière, 20.

Président : M. DECAN.

Scrutateurs : MM. ODIER père, BESSON, COTTIER, VALOIS.

#### A MESSIEURS LES ÉLECTEURS DU 2<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT DE PARIS.

Messieurs, le premier devoir d'un bon citoyen est de sacrifier son intérêt personnel à l'intérêt général.

Dans la crainte d'occasionner un partage de voix qui serait nuisible à notre cause, je déclare renoncer à la candidature de député du 2<sup>e</sup> arrondissement de Paris, et vous invite à reporter sur M. Jacques Lefebvre les suffrages que vous auriez eu la bonté de m'accorder.

J'ai l'honneur de vous saluer avec la plus haute considération.

Votre ancien colonel, Signé : le comte L. DE GIRARDIN.

M. Tarbé nous prie d'annoncer qu'il n'a jamais eu l'intention de se désister de sa candidature en faveur de son concurrent, et qu'il n'a aucune chance pour être nommé à Pontaudemer comme nous l'avions annoncé.

Nous nous empressons de faire droit à sa demande.

La coalition ne se lasse pas d'attaquer les anciens députés de la majorité pour appuyer les hommes nouveaux qu'elle prétend leur substituer. M. Loquet, maire et député du 9<sup>e</sup> arrondissement, homme dont le patriotisme et le dévouement ne se sont jamais démentis depuis 1850, est chaque jour attaqué par certains journaux à la rédaction desquels contribue son concurrent.

Un jour on accuse M. Loquet de n'être pas aussi savant que M. Arago, près duquel il n'est pas digne de s'asseoir. Quel est donc le candidat du 9<sup>e</sup> arrondissement qui, sous le rapport scientifique aurait la prétention de siéger à la chambre au même titre que M. Arago? Serait-ce le rédacteur de l'article?

Un autre jour, M. Loquet est accusé d'appuyer, dans l'intérêt public et dans celui du 9<sup>e</sup> arrondissement, les réclamations adressées à l'autorité supérieure par un grand nombre de ses administrés, contre le projet si malheureux de quelques ingénieurs qui, pour former une nouvelle ligne de quai, à grands frais et sans nécessité, veulent combler la gare du bras du Mail et changer la destination de l'île Louviers. N'était-ce pas le devoir de M. Loquet de faire comprendre à l'autorité que la gare du bras du Mail est indispensable à toutes les branches du commerce de rivière établi en grande partie sur le territoire du 9<sup>e</sup> arrondissement; qu'en ruinant les marchands de bois établis dans l'île Louviers par une brusque expulsion; en réduisant à la misère de nombreux ouvriers et employés, et en privant la capitale, et particulièrement l'arrondissement des immenses avantages d'un marché de bois de chauffage, on ne pourrait utiliser d'aucune manière un sol d'alluvion qui, par sa nature, ne peut recevoir de constructions? N'était-ce pas le devoir de M. Loquet, président du bureau de charité, de faire sentir à l'autorité que cette mesure allait frapper la classe indigente si nombreuse dans le 9<sup>e</sup> arrondissement, en la privant des ressources que lui offre l'immense quantité de cotterets et saloirs dont l'île Louviers est aujourd'hui le seul grand dépôt à Paris? Voilà les faits à l'occasion desquels on accuse M. Loquet de manœuvres électorales.

Les électeurs du 9<sup>e</sup> arrondissement feront justice de ces attaques au jour de l'élection. M. Loquet, homme de conviction, qui n'a jamais varié dans ses principes politiques, qui a justifié la confiance de ses concitoyens par la fermeté dans les moments difficiles, qui a obtenu la députation sans la solliciter, sera certainement réélu à une grande majorité.



**BESTIAUX. — POISS. 29 février.**

	Bœufs.	Vach.	Veaux.	Moutons.
Amend.	1404	21	64	5,384
V. 8 p.	1389	9	62	5,373
Le 12 k.	86 à 95	53 à 45	85 à 64	68 à 50
P. moy.	369 k.	240 k.	62 k.	21 k.

La sorte des bœufs était excellente: surtout en sal-longueols, éclolets et limousins. Le cours a cependant baissé de 2 à 4 c. par livre.

Les vaches étaient très ordinaires; il n'y en avait pas de première qualité.

La sorte des veaux étoit moins belle que la semaine dernière. Quelqu'il y ait eu un peu de renvoi, le cours a été cependant de quelques centimes plus doux. Les meilleurs, comme à l'ordinaire, étaient de Nante et de Pontgros.

Les moutons à laines, médis, artésiens et gâtinaux, en petit nombre, étaient les meilleurs de marché. Comme sur les autres bestiaux, le cours a un peu fléchi.

La vente a été en général assez lente; excepté celle des moutons.

**TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE.**

**DÉCLARATION DE FAILLITES.**

Du 25 février 1839. — Les sieurs : Lafon, nég., rue de Ménilmontant, 6 : juge-commissaire, M. Beury; syndic prov., M. Chapelier, rue Richer, 22. — Thomas, anc. marchand de vins, à Romainville : juge-comm., M. Taconet; syndic prov. M. Duval-Vaucluse, rue Granges-aux-Belles, 5.

— Mlle Berger, boulangère à la Chapelle-St-Denis, Grande rue, 38, présentement détentée pour dettes : juge-commiss., M. Gaillois; synd. prov., M. Lecarpentier, à Berry, — tidaud jeune et comp.; société pour la propagande et la sécurité du commerce, rue Clauhaat, 11 : juge-comm., M. Roussel; synd. prov., M. CORON, 1, rue de la Victoire, 6.

Du 26 février 1839. — Les sieurs : Devauchelle aîné, md de draps, rue des Manteaux-St-Parois, 2. Juge-commissaire, M. Carrez; syndic prov., M. Grenier, rue Gaillois, 16. — Bunei et femme, fab. d'habillemens, rue du Petit-Thouars, 20. Juge-comm., M. Fossin; synd. prov., M. Millet, boulevard St-Denis, 24. — Lévassieur, éditeur, place de la Bourse, 8. Juge-comm., M. Gaillois; synd. prov., M. Monclay, rue Feytaud, 19. — Greling, fabricant d'instrumens de chirurgie, quai Babouillon, 33. Juge-comm., M. Fossin; synd. prov., M. De lafayette rue Talboul, 31. — Oppenheim, quincailler, boulevard Beaumarchais, 73. Juge-comm., M. Fossin; synd. prov., M. Clavery, rue Feuve des Petits Champs, 66. — Vigneron, md de vins, rue du Clerche-Midi, 58. Juge-comm., M. Gaillois; syndic prov., M. Argy, rue St-Merry, 20. — Chevassus, lapidaire, rue Montmartre, 35. Juge-comm., M. Gaillois; synd. prov., M. Millet, boulevard St-Denis, 24.

L'un des gérans : A. Boutmy.

**PARIS. — Imprimerie de BÉTHUNE ET FLEURY, rue de Vaugirard, 36.**